



© Pixabay

[Opinions](#)

La crise climatique nécessite une réponse immédiate, comme celle du coronavirus

Contribution externe – Publié le mardi 17 mars 2020 à 14h50 - Mis à jour le 17 mars 2020 à 18h08

Une opinion François de Borman, membre des "Grands-Parents pour le Climat".

Le coronavirus menace de submerger les capacités hospitalières du pays. Vendredi, sans tergiverser, le gouvernement a pris les mesures d'urgence qui s'imposaient. Brutalement confrontés au péril, nous en prenons toute la mesure, chacun se mobilise pour affronter le danger. Quel qu'en soit le coût, dans une unanimité remarquable, tout est mis en œuvre pour sauvegarder la population.

Je me pose la question : pourquoi cette fois-ci, et pas devant les autres périls tout aussi graves, voire plus menaçants qui se dressent devant nous ? La réponse est simple : ici, il s'agit d'un danger immédiat, évident, qui fait irruption dans notre paisible tranquillité en quelques jours. Une grenouille jetée brutalement dans l'eau chaude s'en échappe au plus vite. Mais plongée dans l'eau froide qui peu à peu se réchauffe, elle n'en bougera pas et se laissera tranquillement cuire.

Notre logique mortifère face aux trois périls

Nous sommes confrontés à plusieurs périls encore plus menaçants que le coronavirus, que les scientifiques et les politologues soulignent depuis des décennies. Mais contrairement à ce qu'il se passe pour la pandémie en cours, nous persistons dans une logique mortifère.

De quels périls susceptibles de nous engloutir s'agit-il donc ? J'en vois au moins trois. Le premier a quelque peu secoué l'agenda politique ces derniers temps, et de timides réactions se mettent en place. Il s'agit bien sûr du réchauffement climatique, qui menace la planète entière et demande un changement complet de paradigme dans tous les domaines d'activité humaine : industrie, agriculture, commerce, fiscalité, enseignement, sécurité sociale, transport, éthique et j'en passe. Nous savons que la planète se réchauffe, nous savons que c'est dû à l'activité humaine, et en particulier à l'utilisation de combustibles fossiles, nous savons que les conséquences seront catastrophiques, mais comme cela agit en douceur, nous n'agissons quasi pas.

Vous pensez que j'exagère, que le monde politique a pris le taureau par les cornes ? Consultez la "[stratégie à long terme de la Belgique](#)" publiée en février, basée sur une [vision fédérale](#) publiée en janvier. Vous serez édifiés. Consultez par exemple le chapitre de la vision fédérale consacré à la production d'électricité (pp 25-29), sachant que les plans de chaque Région disent qu'ils comptent sur une production décarbonée le plus vite possible. La "vision" ne contient aucun chiffre concernant les besoins futurs en électricité, ni aucune explication sur le mode de production de cette électricité. Par un coup de baguette magique, les émissions de CO2 qu'elle provoque, deviendront nulles en 2050 comme le montre le graphique hallucinant de la page 27 dudit document.

Le second péril est également une réalité bien établie chez nous, mais on n'en parle quasi pas. Nous sommes en train de tuer la nature autour de nous, et ne faisons rien pour éviter ce désastre. Les constats sont affolants : le nombre d'insectes ailés présents dans notre pays a diminué d'environ 80% en 30 ans, celui des oiseaux de 70%. Les mammifères sauvages et les batraciens ne s'en tirent pas mieux. Pourtant, nous continuons à permettre l'utilisation de toutes sortes de pesticides dans l'agriculture. Nous répandons donc des tonnes de produits faits pour tuer dans la nature, et puis nous nous étonnons que ces produits font effectivement ce pour quoi ils ont été conçus : ils tuent. De courageux agriculteurs se sont lancés dans la culture sans pesticides, démontrant que c'est possible et que les effets sur la biodiversité sont remarquables. Néanmoins nous continuons à soutenir l'agriculture traditionnelle à coups de milliards, envers et contre tout.

Le troisième péril est institutionnel, et ce n'est pas le moindre car il entraîne et renforce les deux autres. Depuis des années, l'idéologie dominante prône le désengagement voire le démantèlement de l'État dans tous les domaines. "Le marché va régler tout ça, il faut privatiser, favoriser la concurrence, déréguler, responsabiliser les citoyens, sus à l'État-Providence et vive la mondialisation." Cela nous permet d'importer à faible coût des biens produits ailleurs dans des conditions sociales et environnementales désastreuses. Le résultat en est une croissance énorme des inégalités, avec une proportion croissante de la population vivant en situation de pénurie. Je ne sais pas si cette situation risque de mener notre pays au désastre, mais pour beaucoup trop de nos concitoyens elle est déjà le désastre, et c'est intolérable.

Les vrais défis

Ce qui est piquant, c'est de voir que quand une crise se profile qui réclame une réponse immédiate comme celle du coronavirus, on se rend compte qu'il n'y a pas de solution sans solidarité. Il est urgent de reléguer toute cette funeste idéologie aux poubelles, que l'État fédéral reprenne la main, et que chacun se retrouse les manches pour faire face ensemble aux vrais défis en vue du bien commun.

En fin de compte, il s'agit de prouver que nous ne sommes pas des grenouilles.

Titre de la rédaction. Titre original : "Des grenouilles et des hommes".

<https://www.lalibre.be/debats/opinions/la-crise-climatique-necessite-une-reponse-immEDIATE-comme-celle-du-coronavirus-5e70d16c9978e201d8c0444f>